

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1605 - 4 juillet 1991 - 4,5 F

D 1605 HONDURAS: PERMANENCES IDÉOLOGIQUES ET STRATÉGIQUES

Pays charnière en Amérique centrale de par sa situation géographique, le Honduras est devenu, depuis la révolution sandiniste de 1979, la nouvelle plateforme stratégique des Etats-Unis dans leur "arrière-cour" (cf. DIAL D 1155 et 1376).

Il est intéressant de s'interroger sur l'évolution politique de ce pays à l'heure où la révolution nicaraguayenne a perdu le pouvoir, où l'idéologie marxiste-léniniste connaît l'effondrement qu'on sait, et où les Etats-Unis diminuent lentement mais sûrement leur aide militaire à ce pays (sans renoncer pour autant à leur présence militaire massive au Honduras, comme l'a montré l'invasion du Panama en fin 1989).

Le 27 janvier 1990, l'investiture du président Rafael Callejas, du Parti national, conservateur, n'était pas de nature à modifier les choix politiques fondamentaux du gouvernement libéral précédent. C'est ce qui ressort de l'analyse ci-dessous, tirée du livre "Honduras: un golpe mas", de Roger Isaula, publié par Editorial Guaymaras, Tegucigalpa, en novembre 1990 (extrait des pages 39 à 49).

Note DIAL

LE MODÈLE POLITIQUE HONDURIEN ENTRE DÉMOCRATIE APPARENTE ET DOCTRINE DE SÉCURITÉ NATIONALE

(...)

(Intertitres de DIAL)

La mise en oeuvre de la doctrine de sécurité nationale au Honduras répond à la stratégie de "guerre de basse intensité" imposée par les Etats-Unis dans l'ensemble géopolitique d'Amérique centrale. Cette stratégie a pour objectif fondamental de contenir par la voie armée les mouvements insurrectionnels et toutes actions populaires orientées sur l'exigence des droits démocratiques.

(Historique)

C'est ainsi que la doctrine de sécurité nationale naît précisément à l'Ecole supérieure de guerre des Etats-Unis en 1949. Ce concept politico-militaire et idéologique est diffusé dans les milieux d'officiers des armées latino-américaines par le biais de cours de "formation professionnelle" et d'"actualisation" donnés à l'Ecole des Amériques (Zone du canal de Panama), à l'Ecole de guerre du Brésil et à l'Ecole des carabiniers (Chili et Argentine).

La doctrine de sécurité nationale est fondée sur l'identification d'un "ennemi" extérieur commun pour l'hémisphère occidental. La tête de la sécurité collective se trouve aux Etats-Unis, patron du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) qui assure la "défense continentale" en confiant les affaires de "défense intérieure" aux armées nationales. Avec le triomphe de la révolution cubaine (1959) et l'apogée des mouvements révolutionnaires des décennies 60 et 70 dans l'ensemble du continent latino-américain, cette stratégie a subi des modifications déterminantes. C'est ainsi

que s'est instaurée une articulation fonctionnelle entre la composante extérieure et la composante intérieure.

L'ennemi extérieur étant constitué, en termes idéologiques, des pays socialistes et en particulier de l'Union soviétique ("le noyau du communisme international"), les mouvements révolutionnaires de tous types et de toutes modalités (guérillas, mouvements sociaux, partis de gauche) représentent l'ennemi intérieur, virtuellement associé avec les forces étrangères qui "attendent à la sécurité nationale".

C'est ainsi que tous les mouvements révolutionnaires, les partis d'opposition (marxistes et non marxistes), les organisations de masse les plus combattives (syndicats, organisations paysannes, associations étudiantes, organisations d'habitants de quartiers populaires) et les communautés chrétiennes de base sont qualifiés de "cinquième colonne" ou de "tête de pont" intérieure de l'avancée du communisme international. Il en résulte que la chasse à ces éléments et leur châtement est implacable. (...)

(L'impact au Honduras de la révolution nicaraguayenne)

Au Honduras, l'assimilation et l'application de la doctrine de sécurité nationale résultent du nombre d'officiers honduriens qui ont suivi l'entraînement des écoles militaires nord-américaines, en particulier l'Ecole des Amériques de la zone du canal de Panama. Dans cette dernière, 1726 officiers honduriens ont reçu entre 1946 - année de fondation - et 1973, des cours spécialisés sur les techniques de guérilla, la sécurité militaire, la survie en forêt vierge et tout ce qui concerne le combat de l'ennemi intérieur.

Mais en fait la doctrine de sécurité nationale au Honduras commence à entrer en vigueur dans une conjoncture historique particulière. A partir de 1979, avec la victoire sandiniste, de nouvelles tendances politiques apparaissent, obligeant ainsi à des changements stratégiques sur l'échiquier géopolitique d'Amérique centrale. Le Nicaragua est présenté comme la force extérieure de déstabilisation qui organiserait des opérations avec les groupes "subversifs" de l'intérieur. Il fallait donc se dresser contre la révolution nicaraguayenne et, par conséquent, contre les groupes révolutionnaires de l'intérieur qui se lanceraient dans des actions politiques et militaires.

Dans ce cadre, des changements significatifs sont opérés au niveau du commandement des forces armées honduriennes. Le pouvoir militaire suprême est assumé, en toute illégalité, par le général Gustavo Alvarez (1). A partir de 1982, date de son accession au haut commandement, il se lance avec virulence dans la "grande croisade" contre ce qu'il a appelé "la pénétration du sandino-communisme international" et la "subversion intérieure".

La nomination du général Alvarez Martínez comme chef des forces armées honduriennes, le 26 janvier 1982, a été l'occasion d'une intégration des fonctions de sécurité liées à l'espace géographique national et à la simple utilisation de l'appareil répressif, dans les fonctions de sécurité rattachées à l'hémisphère occidental par-delà les frontières des Etats, en y impliquant institutionnellement les forces armées. C'est dire que, avec sa nomination au haut commandement et avec l'intégration du pays dans un cadre stratégique plus large, le policier et le militaire sont totalement articulés entre eux, pour autant que l'ennemi intérieur soit entièrement assimilé à l'ennemi extérieur.

(La phase de répression)

Alors commence une ère apocalyptique dans la vie nationale. Le mouvement populaire, en particulier les organisations favorables à la révolution, sont féroce-ment pourchas-

(1) Il sera assassiné le 25 janvier 1988 par un groupe de guérilla. Cf. DIAL D 1378 (NdT).

sées et disloquées. Une répression implacable est lancée contre "l'ennemi intérieur". Les enlèvements (disparitions de citoyens suspectés d'avoir partie liée avec des actions politiques clandestines), les perquisitions domiciliaires, les opérations de ratissage dans les quartiers et les villages deviennent les actions permanentes des forces de sécurité de l'Etat. On estime que la disparition et l'assassinat de plus de deux cents militants populaires, ainsi que l'exécution sommaire de dirigeants d'organisations de gauche sont le fait des "escadrons de la mort" d'un bataillon spécial dit 316 (force contre-insurrectionnelle). C'est ce qu'a révélé l'ancien sergent de l'armée de terre, Francisco Caballero, au cours du procès intenté devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme contre l'Etat hondurien (2).

En même temps les organisations syndicales et corporatives les plus combatives sont accusées d'infiltration communiste dans le pays. Aussi sont-elles violemment réprimées. Leurs directions ont été démantelées et, très souvent, remplacées par des bandes de "jaunes" et de para-policiers. C'est le cas de COLPROSUMAH, de SUTRASFCO et d'autres organisations de masse à dimension nationale.

De son côté l'Université a été accusée d'être un "refuge de terroristes". C'est pourquoi l'une des premières actions du terrorisme d'Etat, au titre de la stratégie de sécurité nationale, a consisté à militariser les forces étudiantes opposées aux fronts progressistes. Les locaux de ces derniers ont été attaqués, mis à sac et incendiés. La plupart des dirigeants étudiants ont été pourchassés et assassinés, comme dans le cas de José Luis Retes et Eduardo Lanza, Félix Martínez et Roberto Fino sauvagement exécutés. D'après des témoignages, ces atrocités ont été le fait du Bataillon 316.

Tout cela traduit l'accélération, au Honduras, du processus de diffusion et d'internationalisation de la doctrine de sécurité nationale dans de larges milieux gouvernementaux. Des hommes politiques ultraconservateurs (fascisants), des technocrates obséquieux, des chefs d'entreprises voraces, des journalistes stipendiés et autres professionnels inconditionnels du haut-commandement des forces armées, se regroupent alors dans la tristement célèbre "Association pour le progrès du Honduras" (APROH) pour la légitimation des coups de force de l'Etat. La stratégie était celle de la mise en place d'une structure sociale qui servirait de base au modèle politique de la sécurité nationale. Cela aurait pour effet de renforcer la subordination du pouvoir civil au pouvoir militaire.

(Une philosophie politique toujours actuelle)

Il faut rappeler que la majorité des membres de l'APROH sont aujourd'hui de hauts dirigeants de l'appareil gouvernemental. Cela signifie que la conception politique et militaire du modèle de sécurité nationale est présente dans les rouages gouvernementaux actuels. Cela permet aussi de comprendre les récentes déclarations du général Arnulfo Cantarero, on ne peut plus éloquentes.

D'abord, il réagit violemment quand plusieurs courants d'opinion (du Congrès national jusqu'aux organisations de base) émettent des jugements critiques sur l'importance du budget attribué aux forces armées. On ne peut admettre que les forces de défense absorbent plus d'un cinquième du budget général de l'Etat. Et encore moins aujourd'hui, quand il n'est plus guère possible d'agiter l'épouvantail de la "menace sandino-communiste". Et quand également on procède à une révision sérieuse des politiques de dépenses militaires dans presque tous les pays de la région, sur demande expresse des Etats-Unis. A cette occasion, le général Cantarero a dit son accord sur le train de mesures économiques décrété par le gouvernement, à condition que les forces armées n'en soient pas affectées; en même temps il demande au peuple de "collaborer" avec le gouvernement, en se résignant à la famine et à tous les coups bas des décisions gouvernementales.

(2) Sur les révélations de ce sergent, cf. DIAL D 1209 (NdT).

Puis le général fait une sortie indignée contre une proposition de loi en faveur de l'abrogation de la loi sur le service militaire obligatoire, en déclarant qu'on mettrait *"le tigre en cage"*, ce qui voulait dire que la bête pourrait perdre patience et lancer un coup de griffes aux proportions insoupçonnables.

Cette déclaration virulente et irresponsable du général a provoqué des réactions variées dans le conglomerat national. Pour les uns elle a constitué une menace ouverte à l'ordre constitutionnel (présage de coup d'Etat). Pour d'autres elle a été reçue comme un rappel à destination des civils qui s'endorment sur la conviction qu'ils sont les dépositaires du pouvoir. Pour certains autres elle avait valeur d'affirmation plus directe de la doctrine de sécurité nationale.

Nous le vérifierons plus avant, tant à propos des assassinats pour motifs politiques qu'en fonction des déclarations plus récentes du même général qui a emphatiquement affirmé que *"la démocratie ne se maintient ni par les lettres ni par les violons mais par les armes"*.

Une affirmation réellement aventureuse. Quand les mandataires d'une nation en appellent au feu des armes pour maintenir un régime politique, reposant prétendument sur les principes de la démocratie, cela ne signifie rien d'autre que l'absence et la négation des valeurs consubstantielles de cet ordre social. Il ne peut y avoir de démocratie là où règne la terreur de l'Etat par les armes.

La démocratie est préservée et devient un ordre légitime sur le plan politique, social et économique, quand elle affirme les valeurs suprêmes de l'homme que sont la liberté et la vie. Si ces valeurs sont écrasées par la force démentielle des armes, parler de démocratie n'est plus qu'une sinistre plaisanterie car c'est la pire trahison du peuple qui croit encore, en toute bonne foi, en la possibilité historique de la démocratie.

Cependant, tout porte à croire que dans la logique de la doctrine de sécurité nationale rien n'est plus respectable que la force. Le vote, la participation civique, la volonté de la majorité, ses revendications, ses principaux droits de l'homme et ses espoirs d'une vie meilleure matériellement et spirituellement n'ont aucune valeur. Ce qui compte c'est de préserver le système de privilèges des quelques-uns qui bénéficient des joies du pouvoir, même s'il leur faut pour cela avoir recours au parfaitement condamnable terrorisme d'Etat. C'est ainsi qu'au nom de la démocratie on condamne la pensée critique, on discrédite la culture et on refuse aux Honduriens leur droit de lutter pour une vie digne, sans violences à l'intérieur et sans impositions de l'extérieur.

Les faits évoqués nous portent à croire que les milieux gouvernementaux n'ont pas abandonné la stratégie de la sécurité nationale. Les actes posés par l'Etat manifestent chaque fois plus la disparition et l'abandon des velléités d'instauration d'un modèle démocratique libéral dans le pays. Pendant que les milieux populaires, au plan intérieur, perdent progressivement leurs espaces de participation, de combativité et d'exercice de leurs droits sociaux fondamentaux, les concepts de souveraineté et d'autodétermination, par rapport à l'extérieur, perdent davantage encore de leur signification profonde.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.Latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441